DIAL 3495

VENEZUELA - Un coup d'État né mort, sans soutien militaire et encore moins populaire

Aram Aharonian

mercredi 22 mai 2019, par Dial

Dans ce numéro, DIAL consacre trois articles au Venezuela qui proposent chacun un éclairage sur la tentative de coup d'État de fin avril et la situation actuelle du pays. Aram Aharonian, journaliste uruguayen fondateur de TeleSur, revient à chaud sur les événements du 30 avril [1]. Texte publié sur Estrategia, le site du Centre latino-américain d'analyse stratégique (CLAE), le 30 avril 2019.

Un calme tendu règne à Caracas et dans tout le Venezuela après la tentative publicisée de coup d'État au Venezuela, où les secteurs radicaux de l'opposition n'ont pas obtenu le soutien de l'armée ni que le peuple descende dans la rue pour se joindre à la tentative de coup conduite par le président autoproclamé Juan Guaidó et le fugitif Leopoldo López.

Le peuple est descendu dans la rue et s'est dirigé progressivement vers le Palais de Miraflores, pour soutenir le gouvernement constitutionnel de Nicolás Maduro. Ce ne fut ni un coup d'État ni une émeute urbaine, peut-être simplement une nouvelle opération sous faux pavillon à laquelle les protagonistes annoncés – militaires et peuple – ne se sont pas joints.

Un coup d'État est la prise du pouvoir politique d'une façon soudaine et violente par un groupe qui viole les normes légales de succession au pouvoir légitime instauré antérieurement. Il se différencie des concepts de révolte, mutinerie, rébellion, putsch, révolution ou guerre civile. Un coup d'État a besoin de paralyser techniquement le fonctionnement de l'État et de s'emparer des points stratégiques comme les communications, les services et les voies aériennes et maritimes. Rien de tout cela n'a eu lieu.

Enrique Ochoa Antich, dirigeant du mouvement d'opposition Mouvement vers le socialisme (MAS) a proposé une analyse fine des évènements. « Ce qui s'est passé aujourd'hui est une nouvelle preuve de l'irresponsabilité de l'extrémisme. Pas un Coup d'État. Ils ne sont même pas parvenus à un pronunciamiento militaire. Opération publicitaire plus ou moins ridicule. Maintenant l'opposition se retrouve affaiblie pour négocier et Maduro encore plus dans une impasse. Nous avons besoin plus que jamais de dialogue et d'un referendum ».

Jusqu'à présent le coup ressemble à une opération de communication de large ampleur, qui a tenté d'imposer des imaginaires collectifs avec l'enrôlement des médias et d'opérateurs de l'intervention pour rendre crédible « le soulèvement militaire » qui ne s'est pas produit. Des chaînes de télévision locales et internationales ont même transmis des images anciennes de l'attaque de La Carlota durant la *guarimba* (terreur de rue) de 2014, montant un scénario similaire à celui de la Place de Tripoli, en Libye.

La manœuvre s'est concentrée sur l'échangeur Altamira, à Chacao, réduit historique des cycles de violence, terreur et déstabilisation de l'anti-chavisme. Guaidó y a appelé à manifester pour créer une situation d'affrontement qui, transmise en direct, engendrerait une commotion qui permettrait de soutenir

la manœuvre. Une autre manipulation psychologique fut la divulgation du faux soutien au coup d'État du major général Ornelas Ferreira.

Selon certains analystes, ils pariaient davantage sur un coup médiatique qui permettrait d'essayer de mobiliser la rue et de créer de meilleures conditions pour élaborer le « film » qui justifierait une intervention internationale. Leopoldo López apparaît comme le véritable opérateur local du plan qui, jusqu'à ce jour, a échoué.

Les évènements

Au mois d'avril 2002, eut bien lieu un vrai coup d'État contre le président Hugo Chávez, soutenu par les partis traditionnels, la centrale des entrepreneurs, l'épiscopat, et les gouvernements des États-Unis, de l'Espagne et de la Colombie. Il eut pour résultat une présidence de courte durée du chef d'entreprise Carmona Estampa, d'à peine 47 heures. Le peuple rétablit son président constitutionnel.

Ce qui semble clair dans cette tentative est qu'une partie de la troupe arrivée à la base militaire de La Carlota, l'ancien aéroport de Caracas, a été trompée. Un groupe de sergents de la Garde nationale et des fonctionnaires du Service bolivarien d'intelligence nationale (Sebin) se sont retirés de l'échangeur Altamira (dans l'est de la capitale, base de l'opposition), quand ils ont compris quels étaient les objectifs réels, surtout quand sont apparus Juan Guaidó et le fugitif Leopoldo López.

Le lendemain matin, le président de l'Assemblée nationale constituante du Venezuela, Diosdado Cabello, a expliqué qu'« aucune installation militaire du pays n'a été atteinte ; ces hommes étaient dans la rue à l'échangeur Altamira tandis que nous dirigions les opérations depuis la base aérienne de La Carlota ».

De son côté, le ministre de la défense, le général Vladimir Padrino, a souligné que la Force armée nationale bolivarienne reste fidèle à la défense de la Constitution nationale et aux autorités légitimes. Toutes les unités militaires déployées dans les huit Régions de défense intégrale font état d'une situation normale dans les casernes et les bases militaires, sous les ordres de leurs commandants légitimes.

« Les pseudo-leaders politiques qui ont pris la tête de ce mouvement subversif ont utilisé des troupes et des policiers avec des armes de guerre sur une voie publique de la ville pour semer la panique et la terreur », a déclaré le fonctionnaire sur Twitter. Padrino a dénoncé le fait que le colonel Jerson Jiménez Baéz, chef des opérations du bataillon 43 de la Garde nationale, ait été blessé par balle, au niveau du cou, sur l'autoroute Fajardo ; il en a imputé la responsabilité aux dirigeants de l'opposition.

Étant donné le contexte, un politique ne fait pas un pas de ce type s'il ne dispose pas de soutiens concrets, tant internes qu'externes. Et dans le cas où ce serait une manifestation désespérée de la Volonté populaire [2] (un saut dans le vide) il oblige pratiquement l'administration Trump et les pays qui le soutiennent à faire un pas en avant et à radicaliser leurs positions, du fait qu'ils dévoilent publiquement leurs cartes (et leurs visages) contre le gouvernement. Les prochaines heures vont donc être décisives pour le futur immédiat du Venezuela…

La défaite politique des *sifrinos*

L'opposition radicale, conduite par des gens plus très jeunes de la classe supérieure et moyenne supérieure (les *sifrinos* dans l'argot vénézuélien) était consciente de ce que la manifestation programmée pour le 1er mai allait être un échec et c'est pour cette raison qu'ils ont abattu leur dernière carte, en libérant Leopoldo López, assigné à résidence, condamné à 14 ans de prison pour la responsabilité intellectuelle de dizaines de morts au cours de la terreur de rue de 2014, à grand renfort de dollars.

Il semblerait que ce soit la fin définitive du « moment Guaidó ». Ils ont voulu présenté l'excuse qu'ils sont sortis dans la rue avec les militaires (un nombreux réduit de sergents de la Garde nationale ou non – ils cachaient leurs visages) mais que le peuple ne les a pas suivis.

Les déclarations officielles sur le démantèlement de l'opération ont été diffusées peu après que le dirigeant de l'opposition vénézuélienne Leopoldo López, sensé avoir été libéré de sa détention domiciliaire par des forces de l'opposition, apparaisse sur une vidéo aux côtés du député Juan Guaidó, soit-disant sur la base aérienne de La Carlota, entouré d'un groupe de militaires déserteurs.

Leopoldo López, sur son compte Twitter, a déclaré qu'avait commencé « la phase définitive pour mettre fin à l'usurpation, l'opération Liberté ». Et qu'il avait été « libéré par des militaires aux ordres de la Constitution et du Président Guaidó ». L'autoproclamé « président intérimaire » annonçait qu'« en ce moment » il se trouvait « avec les principales unités militaires de nos Forces armées initiant la phase finale de l'opération Liberté », tandis qu'il affirmait que sa lutte avait toujours « été marquée par « le respect de la Constitution, et de la lutte non violente ».

Guaidó a conclu sa proclamation par un appel final : « Peuple du Venezuela, il faut que nous descendions tous dans la rue pour soutenir les forces démocratiques et recouvrer notre liberté. Organisés et tous ensemble rejoignez les principales unités militaires. Peuple de Caracas, tous à La Carlota ».

Le soutien de Henrique Capriles Radonski (deux fois candidat à la présidence pour l'opposition) fut modéré ? « Aux pays qui appuient le rétablissement de la démocratie dans notre Venezuela : c'est le moment de soutenir la cause des Vénézuéliens en ce moment crucial ! À notre peuple : c'est le moment de rester mobilisés ! En avant Venezuela ! L'opération Liberté est entre nos mains ! »

L'opération était peut-être bien planifiée, mais il lui a manqué un ingrédient fondamental : le soutien populaire.

L'ingérence colombienne

Le Venezuela a subi ces derniers mois une offensive internationale. L'auto-proclamation en tant que président intérimaire du député de l'opposition Juan Guaidó a ainsi bénéficié de l'appui des États-Unis et de la Colombie, ce qui a été qualifié de coup d'État continu par le gouvernement constitutionnel.

L'arrivée concomitante du major général états-unien Van McCarty à Bogotá, pour analyser avec le commandement colombien la situation dans la zone de frontière avec le Venezuela, n'est pas due au hasard, tandis que le président colombien lui-même, Iván Duque, confirmait que la Colombie soutenait la nouvelle tentative de coup d'État.

« Nous appelons les militaires et le peuple du Venezuela à se ranger du bon côté de l'histoire, en rejetant la dictature et l'usurpation de Maduro, en s'unissant dans la quête de liberté, de démocratie et de reconstruction institutionnelle avec le président Guaído à la tête de l'Assemblée nationale en désobéissance » a-t-il tweeté.

Carlos Holmes Trujillo, le ministre des affaires étrangères colombien, a demandé une réunion d'urgence du Groupe de Lima pour examiner la nouvelle situation du Venezuela. « J'en appelle à tous les pays membres du Groupe de Lima pour qu'aujourd'hui nous poursuivions notre mission de soutien au retour de la démocratie et de la liberté au Venezuela et que nous décidions d'un commun accord une réunion d'urgence », a déclaré Trujillo sur ce même réseau social.

À la différence d'autres mandataires qui ont soutenu le président constitutionnel, au nombre desquels le Mexicain Andrés Manuel López Obrador, le Bolivien Evo Morales et le Cubain Miguel Díaz Canel, le président argentin Mauricio Macri a soutenu l'opposition anti-chaviste et fait savoir qu'il espérait que « ce soit le moment décisif » pour destituer le gouvernement vénézuélien.

Le président du Parti populaire espagnol (droite), défait aux élections, Pablo Casado, a envoyé un message de satisfaction aux Vénézuéliens pour la libération de l'opposant Leopoldo López de son assignation à résidence. Il a indiqué qu'il avait parlé avec López le jeudi précédent pour commenter la présence de son père sur les listes des candidats au Parlement européen.

Tandis que le gouvernement espagnol de son côté condamnait la tentative violente de coup. « Il faut que soit clair que l'Espagne ne soutient aucun coup d'État militaire ».

Ce nouvel assaut a joui cependant d'une force médiatique sans rapport avec son soutien militaire ou populaire.

Coup d'État, coup d'État raté, coup d'État avorté ou coup d'État mort-né ? Mort-né est le fœtus viable qui ne donne pas de signe de vie après l'accouchement à la différence de l'enfant né mort ou de l'enfant avorté.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3495.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Estrategia, 30 avril 2019.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir aussi l'entretien conduit par Ariel Noyola Rodríguez : « VENEZUELA - Le pays joue son avenir après avoir élu l'Assemblée nationale constituante » (DIAL 3423, septembre 2017.)

[2] Le parti de Juan Guaidó – note DIAL.